

COMMUNIQUÉ HEBDOMADAIRE

La hausse de taux de la Banque du Canada éclipsée par la guerre et les prix du pétrole

RÉFLEXIONS DE LA SEMAINE

- ▶ Pourquoi il sera difficile de mesurer l'effet de la remontée des taux d'intérêt.

STATISTIQUES CLÉS DE LA SEMAINE

- ▶ États-Unis : les fortes créations d'emplois s'enchaînent.
- ▶ États-Unis : l'indice ISM manufacturier a augmenté en février, mais l'indice services a plutôt diminué.
- ▶ La Banque du Canada a décrété une première hausse de ses taux directeurs.
- ▶ Canada : le PIB réel a connu une forte croissance au quatrième trimestre.

À SURVEILLER

- ▶ Une autre hausse de l'inflation américaine est prévue.
- ▶ Canada : le marché du travail devrait rebondir en février.

MARCHÉS FINANCIERS

- ▶ Les Bourses mondiales chutent, mais le S&P/TSX se maintient grâce aux prix des matières premières.
- ▶ Les marchés obligataires profitent de la demande pour les actifs plus sécuritaires.
- ▶ Une fois de plus, le dollar américain a été avantagé par son rôle de valeur refuge.

TABLE DES MATIÈRES

Réflexions de la semaine.....	2	Marchés financiers.....	4	Indicateurs économiques de la semaine.....	7
Statistiques clés de la semaine	3	À surveiller cette semaine	5	Tableaux : <i>Indicateurs économiques</i>	9
<i>États-Unis, Canada</i>		<i>États-Unis, Canada, Outre-mer</i>		<i>Principaux indicateurs financiers</i>	11

Réflexions de la semaine

Pourquoi il sera difficile de mesurer l'effet de la remontée des taux d'intérêt

Par Royce Mendes, directeur général et chef de la stratégie macroéconomique

Cela ne fait que quelques jours que la Banque du Canada (BdC) a relevé ses taux d'intérêt, il est donc beaucoup trop tôt pour savoir comment l'économie va réagir. Cela dit, il pourrait être difficile de déterminer les répercussions sur l'économie pendant un certain temps.

La BdC indique qu'il faut entre 18 et 24 mois pour qu'un changement de politique monétaire prenne pleinement effet. Certains secteurs ont cependant tendance à être touchés plus tôt. La BdC a constaté que le marché du logement et les ventes de biens durables sont les premières composantes du PIB à réagir de manière significative aux hausses de taux d'intérêt. Or, les effets sur le marché du logement ou sur les dépenses en biens durables se répercuteront plus que jamais sur l'économie canadienne.

Bien que la dette des ménages canadiens en proportion du revenu disponible soit largement conforme au niveau d'avant la pandémie, cela masque les différences entre les composantes de la dette. Les Canadiens ont remboursé leurs cartes de crédit et leurs prêts personnels, mais ils ont augmenté leurs dettes hypothécaires résidentielles. Le logement représente également une part beaucoup plus importante de l'activité économique qu'avant la pandémie. Cela signifie que l'économie est davantage tributaire du logement et que la croissance du PIB réel est de plus en plus dépendante de ce secteur.

Au cours des deux dernières années, l'activité économique a également été fortement orientée vers les dépenses des ménages sensibles aux taux d'intérêt tels que les meubles, les appareils électroniques et les électroménagers. Même si les dépenses pour le logement et celles en biens durables seront particulièrement touchées par les hausses des taux, il ne sera toutefois pas facile d'en mesurer les effets.

En raison de la pandémie, les Canadiens ont passé plus de temps et ont dépensé plus d'argent à la maison. Avec le retrait de la COVID-19, les Canadiens sont maintenant prêts à dépenser moins pour le logement et les biens connexes et davantage pour les sorties au restaurant et les vacances, peu importe l'évolution des taux cette année.

Alors que l'économie émerge de la pandémie, ces courants divergents compliqueront l'évaluation de la BdC sur ce qui influence exactement les mouvements. Les autorités monétaires se demanderont si le marché du logement et les dépenses des ménages en biens durables ralentissent à cause de leurs hausses

de taux ou simplement parce que les Canadiens retournent à leurs anciennes habitudes de travail et de vie.

D'autres indicateurs seront aussi limités, mais l'utilisation de l'inflation globale pour évaluer les effets du resserrement monétaire sera particulièrement délicate cette année. Les lectures de l'inflation sont toujours une mauvaise mesure pour évaluer les impacts des ajustements de la politique monétaire, car il s'agit d'un indicateur retardé. Toutefois, l'inflation devrait ralentir au cours de 2022 en raison de l'assouplissement progressif des contraintes d'approvisionnement et de la baisse des prix du pétrole, et non en raison des hausses de taux d'intérêt. En d'autres termes, une inflation plus faible ne devrait pas être une raison pour cesser de relever les taux d'intérêt. En effet, alors que l'économie continuera de se remettre de la pandémie, les pressions inflationnistes sous-jacentes continueront de s'intensifier en arrière-plan, même si l'inflation globale se calme. La BdC devra se concentrer sur ces pressions locales.

Ne soyez donc pas surpris si les responsables de la politique monétaire continuent de relever les taux même si la croissance des secteurs de l'économie sensibles aux taux d'intérêt ralentit ou si l'inflation globale se modère. Les paramètres habituels permettant de mesurer l'impact de la politique monétaire seront moins utiles au cours de ce cycle particulier de resserrement. La BdC devra donc procéder avec prudence.

Par conséquent, après avoir relevé les taux directeurs en avril, les autorités monétaires devraient se donner plus de temps entre les autres hausses de taux attendues d'ici la fin de l'année. Nos prévisions incluent aussi une pause prolongée en 2023 pour permettre à la BdC d'évaluer le degré de resserrement monétaire que l'économie peut supporter.

Statistiques clés de la semaine

Par Francis Généreux, économiste principal, et Benoit P. Durocher, économiste principal

ÉTATS UNIS

- ▶ L'enquête auprès des entreprises indique qu'il y a eu 678 000 embauches nettes en février, après des gains de 481 000 emplois en janvier (révisé de 467 000) et de 588 000 en décembre (révisé de 510 000). Il y a eu 60 000 nouveaux emplois au sein de la construction et 36 000 embauches dans la fabrication. Il y a 549 000 nouveaux emplois au sein des services du secteur privé, un résultat supérieur au gain de 424 000 postes en janvier.
- ▶ Le taux de chômage a diminué pour passer de 4,0 % en janvier à 3,8 % en février. C'est le plus bas taux depuis le début de la pandémie.
- ▶ Après trois baisses mensuelles consécutives, l'ISM manufacturier a augmenté en février pour passer de 57,6 à 58,6. Sept des dix composantes ont progressé avec des gains substantiels du côté des commandes en attente (+8,6 points), des nouvelles commandes (+3,8 points) et des exportations (+3,4 points). Les délais de livraison ont à nouveau augmenté (+1,5 point) et demeurent très élevés à 66,1. Il semble donc que les contraintes d'approvisionnement se font encore bien sentir.
- ▶ L'ISM services a plutôt reculé en février pour passer de 59,9 à 56,5, son plus bas niveau en un an. Il s'éloigne donc de plus en plus de son sommet historique de 68,4 atteint en novembre dernier. Trois des dix composantes ont diminué, soit les nouvelles commandes (-5,6 points), l'activité actuelle (-4,8 points) et l'emploi (-3,8 points). Les commandes en attente, les prix payés et les délais de livraison ont augmenté indiquant que dans les secteurs des services aussi les contraintes d'offre se font bien sentir.
- ▶ Le nombre d'automobiles neuves vendues a reculé de 6,4 % en février, après un fort bond de 19,9 % en janvier. Le niveau annualisé des ventes est ainsi passé de 15 034 000 unités en janvier (le plus haut depuis juin 2021) à 14 071 000 le mois dernier.
- ▶ Les dépenses de construction ont bondi de 1,3 % en janvier, après une croissance de 0,8 % (révisée de 0,2 %) en décembre. La construction résidentielle a aussi progressé de 1,3 %, tandis que la construction privée non résidentielle a augmenté de 1,8 %. La construction publique a enregistré une croissance de 0,6 %.

CANADA

- ▶ La Banque du Canada (BdC) a annoncé mercredi une hausse du taux cible du financement à un jour, soit de 0,25 % à 0,50 %. Cette hausse des taux d'intérêt directeurs était grandement attendue. Rappelons que le taux cible des fonds à un jour était maintenu à sa valeur plancher de 0,25 % depuis le début de la pandémie en mars 2020. Or, un tel degré de détente monétaire était de plus en plus difficile à justifier. La récupération économique va bon train, alors que le PIB réel a dépassé à l'automne dernier son niveau d'avant la pandémie. De plus, l'inflation s'est fortement accélérée depuis le début de 2021. À 5,1 % en janvier dernier, la variation annuelle de l'indice total des prix à la consommation dépasse largement la cible supérieure de la BdC (3 %). De nouvelles augmentations de taux d'intérêt directeurs seront nécessaires au cours des prochains trimestres pour normaliser la politique monétaire.
- ▶ Le PIB réel a augmenté de 6,7 % (à rythme trimestriel annualisé) au quatrième trimestre de 2021. Pour l'ensemble de l'année 2021, la croissance économique s'élève à 4,6 %. De façon générale, les résultats du quatrième trimestre des comptes économiques canadiens sont assez conformes aux attentes. Mentionnons cependant le rebond étonnant de l'investissement résidentiel, qui détonne par rapport à la tendance à la baisse observée au sein du marché de l'habitation depuis le printemps 2021. La vitalité des investissements non résidentiels des entreprises est aussi une bonne nouvelle et elle concorde avec des intentions relativement élevées.
- ▶ Comme prévu, le PIB réel par industrie est demeuré pratiquement inchangé en décembre. Le résultat provisoire compilé par Statistique Canada indique une hausse d'environ 0,2 % en janvier. Visiblement, l'économie canadienne a fait preuve d'une plus grande résilience que prévu face à la vague Omicron. Avec un départ plus vigoureux, l'ensemble du premier trimestre se soldera par un gain plus élevé qu'anticipé initialement. Plusieurs incertitudes subsistent néanmoins pour les prochains mois. En outre, le conflit armé en Ukraine risque d'envenimer les problèmes d'approvisionnement.
- ▶ Ceux qui espèrent une amélioration de la productivité pour contrer la pénurie de main-d'œuvre seront déçus. Le quatrième trimestre s'est soldé avec un recul de 0,5 % de la productivité des travailleurs. Une baisse importante a notamment été observée dans l'hébergement et la restauration, un secteur qui est pourtant particulièrement affecté par le nombre élevé de postes vacants.

Marchés financiers

L'intensification des combats en Ukraine garde les investisseurs en alerte

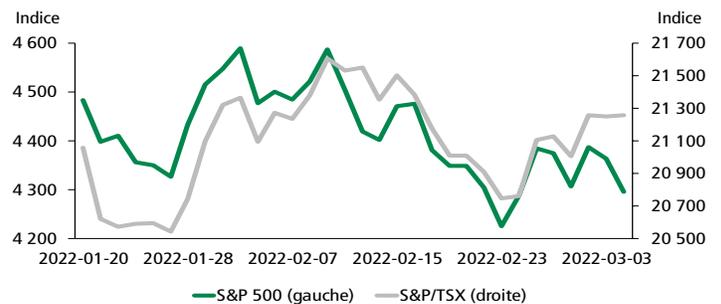
Par Hendrix Vachon, économiste principal, et Lorenzo Tessier-Moreau, économiste senior

La crise ukrainienne a continué de défrayer les manchettes cette semaine et les marchés financiers nord-américains et mondiaux sont restés très volatils. Plusieurs nouvelles sanctions économiques ont été imposées à la Russie, dont le bannissement de banques russes du système de communication « SWIFT » servant aux transactions interbancaires ainsi que l'arrêt des échanges financiers avec la banque centrale russe. Les marchés boursiers russes ont définitivement été les plus touchés, mais les contrecoups se sont fait sentir ailleurs. Sur le terrain en Ukraine, les forces russes font face à une importante résistance, ce qui a entraîné une intensification de leurs attaques. Cette détérioration de la situation pourrait engendrer l'imposition de sanctions encore plus sévères et augmente le risque d'une intervention plus directe par l'OTAN (Organisation du traité de l'Atlantique Nord). Le prix du pétrole a bondi en début de semaine et atteignait 113 \$ US pour un baril de WTI (*West Texas Intermediate*) vendredi. Les indices boursiers américains perdaient autour de 2 % sur la semaine et continuaient de plonger au moment d'écrire ces lignes. Rare exception, l'indice canadien S&P/TSX gagnait environ 1 % sur la semaine profitant du prix des matières premières.

Les taux obligataires ont fortement diminué sur l'ensemble de la courbe aux États-Unis et au Canada. Il s'agit principalement d'un mouvement de fuite vers les actifs plus sécuritaires dans un contexte très incertain et de détérioration des perspectives de croissance. La crise ukrainienne pourrait cependant avoir plus d'effets inflationnistes à court terme ce qui nécessitera des augmentations de taux directeurs par les banques centrales. La hausse de 25 points de base du taux directeur de la Banque du Canada a eu très peu d'effet sur les marchés.

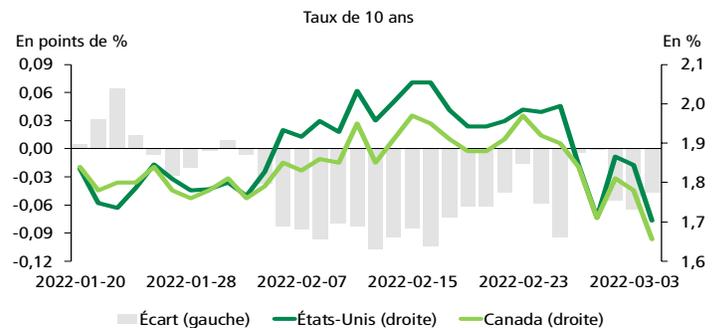
Le dollar américain s'est encore apprécié cette semaine, notamment contre plusieurs devises européennes. L'euro vaut maintenant environ 1,09 \$ US et la livre sterling moins de 1,32 \$ US. Les nouvelles sanctions contre la Russie, incluant les limitations aux transactions avec la banque centrale russe, ont contribué à faire plonger la valeur du rouble. Il faut maintenant près de 120 roubles pour acheter un dollar américain, comparativement à 75 roubles en début d'année. Profitant d'un effet valeur refuge, le franc suisse s'est légèrement apprécié au début de la semaine. Le dollar canadien est demeuré plutôt stable, à près de 0,785 \$ US. D'un côté, l'incertitude nuit à la devise canadienne, mais de l'autre les prix élevés de plusieurs matières premières lui procurent un soutien.

GRAPHIQUE 1
Marchés boursiers



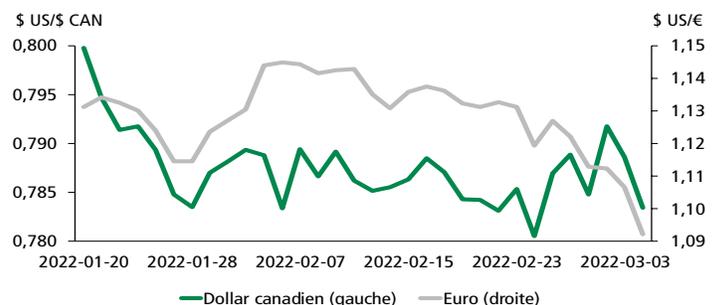
Sources : Datastream et Desjardins, Études économiques

GRAPHIQUE 2
Marchés obligataires



Sources : Datastream et Desjardins, Études économiques

GRAPHIQUE 3
Marchés des devises



Sources : Datastream et Desjardins, Études économiques

À surveiller

Par Francis Généreux, économiste principal, et Benoit P. Durocher, économiste principal

JEUDI 10 mars - 8:30

Février	m/m
Consensus	0,8 %
Desjardins	0,8 %
Janvier	0,6 %

VENDREDI 11 mars - 10:00

Mars	m/m
Consensus	62,5
Desjardins	60,0
Février	62,8

MARDI 8 mars - 8:30

Janvier	G\$
Consensus	1,06
Desjardins	0,61
Décembre	-0,14

VENDREDI 11 mars - 8:30

Février	
Consensus	125 000
Desjardins	180 000
Janvier	-200 100

ÉTATS UNIS

Indice des prix à la consommation (février) – L'inflation continue de s'accélérer aux États-Unis. La variation annuelle de l'indice des prix à la consommation (IPC) a atteint 7,5 % en janvier, le plus haut taux depuis février 1982. On s'attend à une autre augmentation pour le mois de février. Les prix de l'énergie devraient notamment amener une forte contribution à la variation mensuelle de l'IPC total. Les prix de l'essence à la pompe ont bondi de 5,7 % le mois dernier, alors qu'ils ont plutôt eu tendance à diminuer au cours de février. Les ajustements saisonniers vont donc exacerber la hausse des prix de l'essence. On s'attend à une autre forte croissance des prix des aliments, après le gain de 0,8 % en janvier. Excluant les aliments et l'énergie, la hausse prévue de l'IPC de base pour le mois de février est de 0,5 %, soit la moyenne des six derniers mois. Les contraintes d'offre ne sont pas encore apaisées et les pressions demeurent importantes sur les prix de plusieurs biens. Somme toute, la variation mensuelle de l'IPC total devrait être de 0,8 %. Sa variation annuelle passerait ainsi de 7,5 % à 7,9 %, ce qui serait un sommet depuis janvier 1982. L'inflation de base devrait aussi s'accélérer pour passer de 6,0 % à 6,4 %, ce qui serait le taux le plus élevé depuis août 1982.

Indice de confiance des consommateurs de l'Université du Michigan (mars – préliminaire) – L'indice de confiance de l'Université du Michigan a de nouveau diminué en février. Il a ainsi connu une chute de 18,4 points depuis la fin de l'été 2021 pour atteindre en février son plus bas niveau depuis octobre 2011. On pourrait penser que le ressac de la vague Omicron aurait des effets positifs sur l'humeur des ménages. C'est sans compter sur la crise en Ukraine et, notamment, ses conséquences sur les prix de l'énergie. La forte hausse des prix du pétrole et, par ricochet, de l'essence risque de miner davantage la confiance des consommateurs. La faiblesse des marchés boursiers est aussi une autre courroie de transmission de la crise ukrainienne vers les ménages américains. Tout ça s'ajoute aux inquiétudes déjà en place concernant l'inflation. On s'attend donc à une autre baisse de l'indice de l'Université du Michigan qui pourrait passer à 60,0.

CANADA

Commerce international de marchandises (janvier) – Une fois exprimé en dollars canadiens et corrigé des fluctuations saisonnières, l'indice des prix des produits de base a augmenté d'environ 10 % en janvier. Les prix de l'énergie ont fortement progressé, tout comme ceux des produits forestiers. Cela devrait gonfler la valeur des exportations de marchandises durant le mois. Cependant, des données américaines laissent croire que la production de produits automobiles a légèrement diminué en janvier, ce qui devrait transparaître dans le commerce entre le Canada et les États-Unis pour cette industrie. Reste à voir à quel point la présence du variant Omicron aura affecté l'activité du commerce international en janvier. Au bout du compte, le total des exportations devrait croître à un rythme légèrement supérieur à celui des importations de sorte que le solde commercial pourrait quelque peu s'améliorer.

Enquête sur la population active (février) – Le mois de janvier a connu une chute de 200 100 postes en raison des mesures sanitaires mises en place pour contrer le variant Omicron et du taux élevé d'absentéisme avec la propagation des infections. La situation du marché du travail devrait toutefois se normaliser dès le mois de février. Non seulement les mesures sanitaires ont graduellement été relâchées, mais la situation épidémiologique s'est rapidement améliorée. Dans ces conditions, un gain de 180 000 emplois est attendu pour février, ce qui pourrait amener le taux de chômage de 6,5 % à 6,3 %.

VENDREDI 11 mars - 8:30

T4 2021

Consensus	81,9 %
Desjardins	81,2 %

T3 2021**81,4 %**

VENDREDI 11 mars - 2:00

Janvier

Consensus	0,2 %
-----------	-------

m/m**Décembre****-0,2 %**

Taux d'utilisation des capacités industrielles (T4) – La production industrielle a augmenté de 7,0 % à rythme trimestriel annualisé au quatrième trimestre, ce qui militerait en principe pour une hausse du taux d'utilisation des capacités industrielles. Cependant, les capacités de production auraient fortement augmenté durant le trimestre, comme en témoigne la hausse de 8,7 % des investissements des entreprises en bâtiments non résidentiels, en machines et matériel. En bout de ligne, le taux d'utilisation des capacités industrielles pourrait légèrement diminuer au quatrième trimestre.

OUTRE MER

Royaume-Uni : PIB mensuel (janvier) – Le PIB mensuel britannique a diminué de 0,2 % en décembre sous l'effet de la vague Omicron de la COVID-19. Malgré cette baisse mensuelle, le PIB réel trimestriel a réussi à augmenter de 1,0 % (non annualisé) au quatrième trimestre de 2021, soit le même rythme de croissance qu'à l'été dernier. On s'attend au retour de la croissance mensuelle du PIB dès le mois de janvier. Le gain de 1,0 % des ventes au détail pointe en ce sens.

Indicateurs économiques

Semaine du 7 au 11 mars 2022

Jour	Heure	Indicateur	Période	Consensus		Données précédentes
ÉTATS-UNIS						
LUNDI 7						
	15:00	Crédit à la consommation (G\$ US)	Janv.	24,000	25,000	18,898
MARDI 8						
	8:30	Balance commerciale – biens et services (G\$ US)	Janv.	-87,4	-87,5	-80,7
	10:00	Stocks des grossistes – final (m/m)	Janv.	0,8 %	0,8 %	0,8 %
MERCREDI 9						
	---	---				
JEUDI 10						
	8:30	Demandes initiales d'assurance-chômage	28 févr.-4 mars	218 000	220 000	215 000
	8:30	Indice des prix à la consommation				
		Total (m/m)	Févr.	0,8 %	0,8 %	0,6 %
		Excluant aliments et énergie (m/m)	Févr.	0,5 %	0,5 %	0,6 %
		Total (a/a)	Févr.	7,9 %	7,9 %	7,5 %
		Excluant aliments et énergie (a/a)	Févr.	6,4 %	6,4 %	6,0 %
	14:00	Budget fédéral (G\$ US)	Févr.	nd	nd	-310,9
VENDREDI 11						
	10:00	Indice de confiance du Michigan – préliminaire	Mars	62,5	60,0	62,8
CANADA						
LUNDI 7						
	---	---				
MARDI 8						
	8:30	Balance commerciale (G\$)	Janv.	1,06	0,61	-0,14
MERCREDI 9						
	---	---				
JEUDI 10						
	---	---				
VENDREDI 11						
	8:30	Création d'emplois	Févr.	125 000	180 000	-200 100
	8:30	Taux de chômage	Févr.	6,3 %	6,3 %	6,5 %
	8:30	Comptes du bilan national	T4			
	8:30	Taux d'utilisation de la capacité industrielle	T4	81,9 %	81,2 %	81,4 %

Note : Desjardins, Études économiques participent à toutes les semaines au sondage de la maison Bloomberg pour le Canada et les États-Unis. Environ 15 économistes sont consultés pour le sondage au Canada et près d'une centaine du côté américain. Les simplifications m/m, t/t et a/a correspondent respectivement à des variations mensuelles, trimestrielles et annuelles. À la suite du trimestre, les simplifications p, d et t correspondent respectivement à première estimation, deuxième estimation et troisième estimation. Les heures indiquées sont à l'heure normale de l'Est (GMT - 5 heures).  Prévisions de Desjardins, Études économiques du Mouvement des caisses Desjardins.

Indicateurs économiques

Semaine du 7 au 11 mars 2022

Pays	Heure	Indicateur	Période	Consensus		Données précédentes	
				m/m (t/t)	a/a	m/m (t/t)	a/a
OUTRE-MER							
LUNDI 7							
Allemagne	2:00	Commandes manufacturières	Janv.	1,0 %	5,8 %	2,8 %	5,5 %
Allemagne	2:00	Ventes au détail	Janv.	1,9 %	9,5 %	-5,5 %	0,0 %
Japon	18:50	Compte courant (G¥)	Janv.	332,5		787,5	
MARDI 8							
Japon	0:00	Indicateur avancé – préliminaire	Janv.	103,6		104,8	
Japon	0:00	Indicateur coïncident – préliminaire	Janv.	92,3		92,7	
Allemagne	2:00	Production industrielle	Janv.	0,5 %	-1,7 %	-0,3 %	-4,1 %
Italie	4:00	Ventes au détail	Janv.	nd	nd	0,9 %	9,4 %
Zone euro	5:00	Création d'emplois – final	T4	nd	nd	0,5 %	2,1 %
Zone euro	5:00	PIB réel – final	T4	0,3 %	4,6 %	0,3 %	4,6 %
Japon	18:50	PIB réel – final	T4	1,4 %		1,3 %	
Chine	20:30	Indice des prix à la consommation	Févr.		0,9 %		0,9 %
Chine	20:30	Indice des prix à la production	Févr.		8,6 %		9,1 %
MERCREDI 9							
Italie	4:00	Production industrielle	Janv.	-0,5 %	3,3 %	-1,0 %	4,4 %
Japon	18:50	Indice des prix à la production	Févr.	0,6 %	8,6 %	0,6 %	8,6 %
JEUDI 10							
Zone euro	7:45	Réunion de la Banque centrale européenne	Mars	0,00 %		0,00 %	
VENDREDI 11							
Royaume-Uni	2:00	Balance commerciale (M£)	Janv.	-2 400		-2 337	
Royaume-Uni	2:00	Construction	Janv.	0,2 %	8,9 %	2,0 %	7,4 %
Royaume-Uni	2:00	Indice des services	Janv.	0,2 %		-0,5 %	
Royaume-Uni	2:00	PIB mensuel	Janv.	0,2 %		-0,2 %	
Royaume-Uni	2:00	Production industrielle	Janv.	0,2 %	1,9 %	0,3 %	0,4 %
Allemagne	2:00	Indice des prix à la consommation – final	Févr.	0,9 %	5,1 %	0,9 %	5,1 %

Note : Contrairement au Canada et aux États-Unis, la divulgation des chiffres économiques outre-mer se fait de façon beaucoup plus approximative. La journée de publication des statistiques est donc indicative seulement. Les simplifications m/m, t/t et a/a correspondent respectivement à des variations mensuelles, trimestrielles et annuelles. (SA) : ajusté pour les saisonnalités, (NSA) : non ajusté pour les saisonnalités. Les heures indiquées sont à l'heure normale de l'Est (GMT - 5 heures).

ÉTATS-UNIS
Indicateurs économiques trimestriels

	TRIM. DE RÉF.	NIVEAU	VARIATION (%)		VARIATION ANNUELLE (%)		
			Trim. ann.	1 an	2021	2020	2019
Produit intérieur brut (G\$ 2012)	2021 T4	19 811	7,0	5,6	5,7	-3,4	2,3
Consommation (G\$ 2012)	2021 T4	13 837	3,1	7,0	7,9	-3,8	2,2
Dépenses gouvernementales (G\$ 2012)	2021 T4	3 360	-2,6	0,1	0,5	2,5	2,2
Investissements résidentiels (G\$ 2012)	2021 T4	696,0	1,0	-1,7	9,1	6,8	-0,9
Investissements non résidentiels (G\$ 2012)	2021 T4	2 907	3,1	6,6	7,4	-5,3	4,3
Changement des stocks (G\$ 2012) ¹	2021 T4	171,2	---	---	-38,1	-42,3	75,1
Exportations (G\$ 2012)	2021 T4	2 397	23,6	5,2	4,6	-13,6	-0,1
Importations (G\$ 2012)	2021 T4	3 738	17,6	9,6	14,0	-8,9	1,2
Demande intérieure finale (G\$ 2012)	2021 T4	20 795	2,0	5,4	6,6	-2,5	2,4
Déflateur du PIB (2012 = 100)	2021 T4	121,3	7,1	5,9	4,2	1,3	1,8
Productivité du travail (2012 = 100)	2021 T4	113,1	6,6	1,9	1,8	2,4	2,1
Coût unitaire de main-d'œuvre (2012 = 100)	2021 T4	123,3	0,9	3,5	3,4	4,5	1,8
Indice du coût de l'emploi (déc. 2005 = 100)	2021 T4	148,1	4,2	4,0	3,3	2,6	2,8
Solde du compte courant (G\$) ¹	2021 T3	-214,8	---	---	-616,1	-472,1	-438,2

¹ Statistique représentant le niveau au cours de la période; * Nouvelle statistique par rapport à la semaine précédente.

ÉTATS-UNIS
Indicateurs économiques mensuels

	MOIS DE RÉF.	NIVEAU	VARIATION (%)			
			-1 mois	-3 mois	-6 mois	-12 mois
Indicateur avancé (2016 = 100)	Janv.	119,6	-0,3	1,1	2,6	8,6
Indice ISM manufacturier ¹	Févr.*	58,6	57,6	60,6	59,7	60,9
Indice ISM non manufacturier ¹	Févr.*	56,5	59,9	68,4	62,2	55,9
Confiance cons. Conference Board (1985 = 100) ¹	Févr.	110,5	111,1	111,9	115,2	95,2
Dépenses de consommation (G\$ 2012)	Janv.	13 919	1,5	0,1	1,9	5,4
Revenu personnel disponible (G\$ 2012)	Janv.	15 310	-0,5	-0,9	-2,7	-9,9
Crédit à la consommation (G\$)	Déc.	4 431	0,4	1,7	2,9	5,9
Ventes au détail (M\$)	Janv.	649 776	3,8	1,8	5,6	13,0
<i>Excluant automobiles (M\$)</i>	Janv.	517 269	3,3	1,1	5,8	13,4
Production industrielle (2012 = 100)	Janv.	103,5	1,4	2,2	2,3	4,1
Taux d'utilis. capacité de production (%) ¹	Janv.	77,6	76,6	76,1	76,2	75,0
Nouv. commandes manufacturières (M\$)	Janv.*	544 224	1,4	4,0	6,8	13,6
Nouv. commandes biens durables (M\$)	Janv.	277 572	1,6	6,1	7,2	14,2
Stocks des entreprises (G\$)	Déc.	2 207	2,1	4,9	7,2	10,5
Mises en chantier résidentielles (k) ¹	Janv.	1 638	1 708	1 552	1 562	1 625
Permis de bâtir résidentiels (k) ¹	Janv.	1 895	1 885	1 653	1 630	1 883
Ventes de maisons neuves (k) ¹	Janv.	801,0	839,0	667,0	704,0	993,0
Ventes de maisons existantes (k) ¹	Janv.	6 500	6 090	6 190	6 030	6 650
Surplus commercial (M\$) ¹	Déc.	-80 731	-79 331	-80 814	-72 314	-65 802
Emplois non agricoles (k) ²	Févr.*	150 399	678,0	1 747	3 495	6 672
Taux de chômage (%) ¹	Févr.*	3,8	4,0	4,2	5,2	6,2
Prix à la consommation (1982-1984 = 100)	Janv.	281,9	0,6	1,9	3,6	7,5
<i>Excluant aliments et énergie</i>	Janv.	286,4	0,6	1,7	2,7	6,0
Déflateur des dépenses de cons. (2012 = 100)	Janv.	119,4	0,6	1,7	3,1	6,1
<i>Excluant aliments et énergie</i>	Janv.	120,7	0,5	1,5	2,6	5,2
Prix à la production (2009 = 100)	Janv.	133,0	0,9	2,3	4,3	9,7
Prix des exportations (2000 = 100)	Janv.	148,3	2,9	1,9	4,4	15,1
Prix des importations (2000 = 100)	Janv.	140,1	2,0	2,3	4,1	10,8

¹ Statistique représentant le niveau du mois de la colonne; ² Statistique représentant la variation depuis le mois de référence;

* Nouvelle statistique par rapport à la semaine précédente.

CANADA
Indicateurs économiques trimestriels

	TRIM. DE RÉF.	NIVEAU	VARIATION (%)		VARIATION ANNUELLE (%)		
			Trim. ann.	1 an	2021	2020	2019
Produit intérieur brut (M\$ 2012)	2021 T4*	2 125 350	6,7	3,3	4,6	-5,2	1,9
Cons. des ménages (M\$ 2012)	2021 T4*	1 195 840	1,0	5,2	5,2	-6,2	1,4
Cons. des gouvernements (M\$ 2012)	2021 T4*	446 939	2,2	2,4	4,9	0,0	1,7
Investissements résidentiels (M\$ 2012)	2021 T4*	163 034	10,2	-0,8	15,4	4,3	-0,2
Investissements non résidentiels (M\$ 2012)	2021 T4*	174 797	8,7	6,5	2,3	-12,1	2,5
Changement des stocks (M\$ 2012) ¹	2021 T4*	9 913	---	---	-1 543	-18 720	18 377
Exportations (M\$ 2012)	2021 T4*	637 732	13,4	0,8	1,4	-9,7	2,3
Importations (M\$ 2012)	2021 T4*	662 085	14,4	5,0	7,4	-10,8	0,4
Demande intérieure finale (M\$ 2012)	2021 T4*	2 133 430	2,9	3,8	5,5	-4,1	1,2
Déflateur du PIB (2012 = 100)	2021 T4*	122,2	6,5	8,7	8,2	0,7	1,5
Productivité du travail (2012 = 100)	2021 T4*	107,1	-2,0	-4,8	-6,9	8,1	0,7
Coût unitaire de main-d'œuvre (2012 = 100)	2021 T4*	120,5	-0,6	6,0	4,5	3,7	2,5
Solde du compte courant (M\$) ¹	2021 T4*	-797	---	---	1 552	-39 415	-47 041
Taux d'utilis. capacité de production (%) ¹	2021 T3	81,4	---	---	77,5	81,9	83,2
Revenu personnel disponible (M\$)	2021 T4*	1 425 156	-5,1	2,7	2,9	8,9	4,8
Excédent d'expl. net des sociétés (M\$)	2021 T4*	378 524	25,0	14,6	32,7	-1,9	-0,6

¹ Statistique représentant le niveau au cours de la période; * Nouvelle statistique par rapport à la semaine précédente.

CANADA
Indicateurs économiques mensuels

	MOIS DE RÉF.	NIVEAU	VARIATION (%)			
			-1 mois	-3 mois	-6 mois	-12 mois
Produit intérieur brut (M\$ 2012)	Déc.*	2 016 976	0,0	1,5	2,8	3,9
Production industrielle (M\$ 2012)	Déc.*	394 146	-0,3	1,4	1,8	3,0
Ventes des manufacturiers (M\$)	Déc.	63 996	0,7	8,7	6,1	16,6
Mises en chantier (k) ¹	Janv.	230,8	238,4	238,1	274,1	315,5
Permis de bâtir (M\$)	Janv.*	10 117	-8,8	-4,3	1,9	1,0
Ventes au détail (M\$)	Déc.	57 047	-1,8	0,5	1,6	8,6
<i>Excluant automobiles (M\$)</i>	Déc.	42 058	-2,5	-0,2	1,8	8,3
Ventes des grossistes (M\$)	Déc.	76 216	0,6	6,4	6,7	13,5
Surplus commercial (M\$) ¹	Déc.	-137,4	2 466	1 123	1 922	-2 088
<i>Exportations (M\$)</i>	Déc.	57 612	-0,9	9,0	8,0	21,7
<i>Importations (M\$)</i>	Déc.	57 749	3,7	11,6	12,3	16,8
Emplois (k) ²	Janv.	19 176	-200,1	11,4	49,4	74,2
Taux de chômage (%) ¹	Janv.	6,5	6,0	6,8	7,4	9,4
Rémunération hebdomadaire moyenne (\$)	Déc.	1 135	0,4	-0,1	1,1	1,7
Nombre de salariés (k) ²	Déc.	17 102	122,2	100,1	135,5	93,8
Prix à la consommation (2002 = 100)	Janv.	145,3	0,9	1,0	2,1	5,1
<i>Excluant aliments et énergie</i>	Janv.	137,5	0,6	0,5	1,4	3,5
<i>Excluant huit éléments volatils</i>	Janv.	142,6	0,8	0,8	1,9	4,3
Prix des produits industriels (2010 = 100)	Janv.*	121,9	3,0	3,7	6,0	16,9
Prix des matières premières (2010 = 100)	Janv.*	138,1	6,5	3,4	7,5	30,5
Masse monétaire M1+ (M\$)	Déc.	1 590 219	-0,8	0,6	2,9	14,4

¹ Statistique représentant le niveau du mois de la colonne; ² Statistique représentant la variation depuis le mois de référence;

* Nouvelle statistique par rapport à la semaine précédente.

ÉTATS-UNIS, CANADA, OUTRE-MER

Principaux indicateurs financiers

EN % (SAUF SI INDIQUÉ)	ACTUEL		DONNÉES PRÉCÉDENTES				DERNIÈRES 52 SEMAINES		
	4 mars	25 févr.	-1 mois	-3 mois	-6 mois	-12 mois	Haut	Moyenne	Bas
États-Unis									
Fonds fédéraux – cible	0,25	0,25	0,25	0,25	0,25	0,25	0,25	0,25	0,25
Bons du Trésor – 3 mois	0,29	0,33	0,23	0,06	0,05	0,04	0,45	0,08	0,01
Obligations – 2 ans	1,45	1,57	1,33	0,54	0,19	0,15	1,59	0,44	0,12
– 5 ans	1,60	1,90	1,78	1,12	0,77	0,78	1,95	1,05	0,64
– 10 ans	1,70	1,99	1,93	1,33	1,32	1,55	2,05	1,55	1,17
– 30 ans	2,13	2,31	2,23	1,68	1,94	2,29	2,48	2,09	1,68
Indice S&P 500 (niveau)	4 296	4 385	4 501	4 538	4 535	3 842	4 797	4 387	3 821
Indice DJIA (niveau)	33 273	34 059	35 090	34 580	35 369	31 496	36 800	34 718	31 802
Cours de l'or (\$ US/once)	1 958	1 887	1 804	1 775	1 834	1 696	1 958	1 803	1 682
Indice CRB (niveau)	289,20	264,44	261,29	220,64	220,11	193,45	289,20	222,23	184,08
Pétrole WTI (\$ US/baril)	112,39	92,19	92,29	66,26	69,37	66,09	112,39	73,80	57,71
Canada									
Fonds à un jour – cible	0,50	0,25	0,25	0,25	0,25	0,25	0,50	0,25	0,25
Bons du Trésor – 3 mois	0,57	0,38	0,28	0,03	0,15	0,11	0,59	0,16	0,00
Obligations – 2 ans	1,40	1,53	1,36	1,01	0,39	0,29	1,57	0,67	0,22
– 5 ans	1,46	1,74	1,71	1,34	0,78	0,90	1,82	1,14	0,75
– 10 ans	1,66	1,90	1,85	1,45	1,19	1,50	1,97	1,50	1,12
– 30 ans	1,95	2,18	2,10	1,74	1,75	1,88	2,23	1,94	1,66
Écart de taux par rapport aux États-Unis (points de %)									
Fonds à un jour	0,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,25	0,00	0,00
Bons du Trésor – 3 mois	0,28	0,05	0,05	-0,03	0,10	0,07	0,30	0,08	-0,11
Obligations – 2 ans	-0,05	-0,04	0,03	0,47	0,20	0,14	0,62	0,23	-0,08
– 5 ans	-0,14	-0,16	-0,07	0,22	0,01	0,12	0,33	0,09	-0,16
– 10 ans	-0,05	-0,09	-0,08	0,12	-0,13	-0,05	0,17	-0,05	-0,21
– 30 ans	-0,18	-0,13	-0,13	0,06	-0,19	-0,41	0,18	-0,16	-0,45
Indice S&P/TSX (niveau)	21 255	21 106	21 272	20 633	20 821	18 381	21 769	20 368	18 458
Taux de change (\$ CAN/\$ US)	1,2765	1,2708	1,2766	1,2844	1,2528	1,2657	1,2943	1,2531	1,2034
Taux de change (\$ CAN/€)	1,3938	1,4320	1,4615	1,4533	1,4887	1,5085	1,5175	1,4638	1,3938
Outre-mer									
Zone euro									
BCE – taux de refinancement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taux de change (\$ US/€)	1,0921	1,1269	1,1448	1,1315	1,1883	1,1918	1,2252	1,1686	1,0921
Royaume-Uni									
BoE – taux de base	0,50	0,50	0,50	0,10	0,10	0,10	0,50	0,15	0,10
Obligations – 10 ans	1,20	1,46	1,41	0,75	0,72	0,78	1,59	0,91	0,58
Indice FTSE (niveau)	7 034	7 489	7 516	7 122	7 138	6 631	7 672	7 151	6 675
Taux de change (\$ US/£)	1,3220	1,3407	1,3531	1,3233	1,3867	1,3843	1,4212	1,3716	1,3208
Allemagne									
Obligations – 10 ans	-0,09	0,19	0,17	-0,38	-0,36	-0,34	0,28	-0,24	-0,54
Indice DAX (niveau)	13 170	14 567	15 100	15 170	15 781	13 921	16 272	15 453	13 170
Japon									
BoJ – principal taux directeur	-0,10	-0,10	-0,10	-0,10	-0,10	-0,10	-0,10	-0,10	-0,10
Indice Nikkei (niveau)	25 985	26 477	27 440	28 030	29 128	28 864	30 670	28 592	25 971
Taux de change (\$ US/¥)	114,82	115,58	115,22	112,82	109,75	108,36	116,16	111,64	107,93

CRB : Commodity Research Bureau ; WTI : West Texas Intermediate ; BCE : Banque centrale européenne ; BoE : Banque d'Angleterre ; BoJ : Banque du Japon
 Note : Données prises à la fermeture des marchés, à l'exception de la journée courante qui ont été prises à 11 h.